

Etang-de-Berre : de nouveaux maires prennent position contre LyondellBasell

Les maires autour de l'étang de Berre et la Métropole envisagent d'attaquer l'entreprise pétrochimique en justice

Par R.K.



"Après des années d'inquiétude, certains maires et habitants sont exaspérés. Voilà pourquoi nous passons à la vitesse supérieure." Stéphane Le Rudulier, maire LR de Rognac, a le ton assuré. Cette rentrée 2020 a des allures de préparatifs de bataille : comme lui, cinq maires du pourtour de l'étang de Berre demandent au géant pétrochimique LyondellBasell de rendre des comptes.

"Malgré nos sollicitations répétées auprès des autorités préfectorales et des dirigeants du site, nous restons aujourd'hui sans réponse concrète de leur part s'agissant de l'origine de la multiplication de ces incidents techniques. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'entamer une action conjointe en justice en assignant la société pétrochimique afin de protéger la santé de nos populations", écrivaient la semaine dernière les maires de Coudoux, Vitrolles, La-Fare-les-Oliviers, Ventabren, Velaux et Rognac.

"Tout à fait solidaire"

Depuis la publication de cette lettre commune, le "front" a su trouver de nouveaux alliés. À Saint-Victoret, le maire LR Claude Piccirillo se dit "tout à fait solidaire" de la future action menée. *"L'étang de Berre est malheureusement renommé comme étant pollué à l'extrême, regrette l'édile récemment réélu. Nous vivons dans un pays qui privilégie l'emploi à la santé publique. Pourtant, on ne peut pas laisser empoisonner les gens ! C'est notre rôle en tant qu'élus de défendre la population."* Même son de cloche à Gignac-la-Nerthe : *"Attaquer une entreprise contre LyondellBasell ne me fait pas peur, assure son maire Christian Amiraty. Après tant d'années de plaintes et d'alertes, nous avons besoin d'être offensifs. Si une action est lancée, j'irai avec eux !"* Il reprend : *"Opposer l'économie à l'environnement est inacceptable. Il faut réussir à concilier les deux. Pour cela, nous avons besoin d'une totale transparence de l'entreprise. Ce n'est clairement pas le cas aujourd'hui. Il est donc temps de mettre le nez dans leurs affaires."*

Certains maires ont, quant à eux, choisi de lancer les hostilités en leur nom propre. C'est le cas d'Eric Le Dissès, maire de Marignane et vice-président pour l'étang de Berre à la Métropole. S'il considère le message de ses homologues comme "symbolique", il estime qu'il faut désormais joindre "des actes concrets". *"J'ai écrit cette semaine une lettre au chef de l'État, Emmanuel Macron, à son Premier Ministre, Jean Castex, et à sa Ministre de la transition écologique, Barbara Pompili, afin de leur exposer mes craintes et celles des riverains de l'étang concernant cette problématique, détaille Eric Le Dissès. [...] Je demande à l'État qu'il diligente une enquête publique, enquête à laquelle les pollueurs ne devront pas se dérober."*

Parmi ces nouveaux soutiens, l'un d'eux est aussi puissant que discret : la Métropole Aix-Marseille-Provence. *"Une commune qui attaque une entreprise américaine telle que LyondellBasell, c'est David contre Goliath, image Stéphane Le Rudulier. En créant un message commun, nous souhaitions être pris au sérieux. Très bientôt, c'est la Métropole qui va entrer dans la boucle de concertation. C'est un allié de poids qui pourra nous aider à faire pression sur cette entreprise. Son arrivée nous rassure grandement"*, avoue le maire de Rognac.

Les effectifs réunis, il reste désormais à planifier un plan d'attaque. *"D'ici deux semaines, nous rencontrerons un conseil juridique, annonce l'édile. Nous connaissons ainsi toutes les actions possibles pour nous faire entendre de LyondellBasell."*

Le maire de Berre-l'Étang, Mario Martinet, se place en tant que médiateur

La commune de Berre-l'Étang, première concernée par l'usine pétrochimique de LyondellBasell installée sur ses terres, fait office d'exception dans ce "front" récemment créé.

"Je veux bien porter plainte avec eux, mais je ne pense pas qu'une usine américaine basée à Houston en ait quelque chose à faire", déplore son maire, Mario Martinet. Selon lui, peu de communes se sont intéressées à la question de la pollution aérienne avant ce jour.

En janvier 2019, 21 communes ont adhéré au projet REPONSES, une concertation citoyenne sur la qualité de l'air autour de l'étang. *"Le but est d'échanger avec tous les acteurs du territoire, LyondellBasell inclus, reprend le maire de Berre-l'Étang. Certaines communes qui se sentent aujourd'hui concernées n'ont jamais adhéré à ce projet. D'autres, comme Vitrolles et Rognac, en font partie mais n'ont jamais profité de cet outil pour améliorer la situation."*

Mario Martinet estime qu'avant de porter plainte, un dialogue doit d'abord être établi avec l'entreprise. *"Ils ont déjà réalisé de gros efforts concernant la pollution de l'eau, je pense qu'ils peuvent faire de même avec la pollution de l'air, déclare le maire. Dès demain, j'aurai le numéro 1 de l'usine au téléphone pour organiser une rencontre avec les Berrois. Tout le monde ne connaît pas l'intérêt des torchages, ses risques et les conséquences qu'elles peuvent avoir sur l'environnement. L'industrie pétrochimique est primordiale pour l'économie du pays. Si on la fait fuir, ce serait un problème pour le bassin berrois, mais aussi pour la France tout entière."*